



Exploration des liens entre l'extrémisme violent et la prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso



KAIPTC
...where peace begins



From
the People of Japan



Empowered lives.
Resilient nations.

Naila Salihu et Victor K. A. Doke
Document hors série n° 61

Exploration des liens entre l'extrémisme violent et la prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso

par
Naila Salihu & Victor K. A. Doke

Document hors série n° 61

Droits d'auteur © 2024 KAIPTC

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de notre Conseil d'administration, du gouvernement japonais ou de nos partenaires.

Crédit photo de couverture : HCDH : Armes et droits de l'homme
Design et typographie : Service Design et Production du KAIPTC

Table des matières

Acronymes	ii
Résumé	iii
Introduction	1
Éléments déclencheurs de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Burkina Faso	1
Prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso	4
Le rôle des femmes dans l'extrémisme violent, la radicalisation et la prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso	5
Mécanismes de prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation, ainsi que de la prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso	7
Tableau 1 : Burkina Faso : Cadre juridique relatif aux armes légères et aux munitions	8
Conclusion	10
Recommandations	10

Acronymes

TCA	Traité sur le commerce des armes
CNCA	Commission nationale pour le contrôle des armes
CNLPAL	Commission nationale de lutte contre la prolifération illicite des armes légères
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
UE	Union Européenne
FLM	Front de libération du Macina
G5	Sahel Groupe des cinq pour le Sahel
HACIAU	Haute Autorité pour le contrôle des importations d’armes et de leur utilisation
IDH	Indice de développement humain
EIGS	État Islamique au Grand Sahara
JNIM	Jama’at Nasrat ul-Islam wa al-Muslimin
PSN	Politique de sécurité nationale
ALPC	Armes légères et de petit calibre
USD	Dollar des États-Unis
VDPs	Volontaires pour la défense de la patrie
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Résumé

Le Burkina Faso est l'un des pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest. Le pays a connu une histoire politique très mouvementée, marquée par des mutineries et des coups d'État. Depuis 2016, le pays connaît une instabilité, étant exposé à des menaces et des attaques croissantes de la part de groupes armés violents, en particulier dans les régions du nord et de l'est. Ces attaques sont en hausse, ayant occasionné plusieurs victimes et entraîné des déplacements internes de populations. Le Burkina Faso est situé le long des principaux axes de trafic d'armes légères et de petit calibre (ALPC) en Afrique de l'Ouest. Bien que le pays dispose d'un régime réglementaire relativement bien établi en matière de contrôle des ALPC, il n'en reste pas moins que la prolifération des ALPC illicites contribue à alimenter l'extrémisme violent et l'insécurité dans le pays. Dans le présent document, nous examinons la prolifération des ALPC et la manière dont elle favorise l'extrémisme violent et la radicalisation au Burkina Faso. Les dimensions genrées de l'extrémisme violent et de la prolifération des ALPC y sont également abordées, sans oublier le rôle qu'y jouent les femmes. Les auteurs soutiennent que la prolifération des ALPC, dans un contexte de montée de la violence extrémiste et de la radicalisation, compromet les efforts qu'un État faible peut déployer pour maintenir son intégrité territoriale et assurer la sécurité de sa population.

Introduction

Le Burkina Faso, un des pays les moins avancés d'Afrique de l'Ouest,¹ est classé 184e sur 191 pays selon le critère de l'Indice de Développement Humain (IDH).² Le pays a connu "une histoire politique très mouvementée, marquée par des mutineries et des coups d'État".³ Les tentatives d'institutionnalisation d'une gouvernance démocratique après le départ du plus ancien dirigeant du pays, Blaise Compaoré, en 2014, ont produit des résultats mitigés. "Depuis 2016, le pays connaît une instabilité et est exposé à des menaces et à des attaques de groupes armés violents, en particulier dans les régions du nord et de l'est du Burkina Faso".⁴ Ces attaques, qui sont en hausse, ont fait plusieurs victimes et occasionné des déplacements internes de population.⁵ En 2022, par exemple, le Burkina Faso a été classé au quatrième rang parmi les pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde, après l'Afghanistan, l'Irak et la Somalie, enregistrant une hausse de 50 % du nombre de décès liés au terrorisme.⁶ Des groupes extrémistes violents affiliés à Al-Qaïda, à l'État islamique et au groupe burkinabé Ansarul Islam continuent de faire régner la terreur sur l'État et sa population. Ces groupes, ainsi que des groupes armés non identifiées, ciblent principalement les institutions étatiques et publiques, y compris les forces de défense et de sécurité, ainsi que les civils.⁷ La situation d'insécurité qui règne dans la région du Sahel a eu de graves effets sur le pays, les groupes armés ayant contribué à l'escalade de la violence intercommunautaire. Les treize régions administratives du pays n'ont guère été épargnées par l'extrémisme violent.⁸ À l'instar de la plupart des pays de la région du Sahel, le Burkina Faso est exposé à des violences depuis 2017.⁹ Le pays se trouvant à cheval sur des États côtiers, l'on assiste

à une progression de ce phénomène vers les villes frontalières des pays voisins comme le Bénin, le Ghana, le Togo et la Côte d'Ivoire.¹⁰

Dans ce document, nous examinons la prolifération des Armes légères et de petit calibre (ALPC) et la manière dont elle favorise l'extrémisme violent et la radicalisation au Burkina Faso. Les dimensions générées de l'extrémisme violent et de la prolifération des ALPC y sont également abordées, sans oublier le rôle qu'y jouent les femmes. À la suite de cette introduction, le document examine les facteurs déclencheurs de l'extrémisme violent et de la radicalisation dans la deuxième section. La troisième section traite de l'ampleur de la prolifération des ALPC au Burkina Faso. La quatrième section analyse le rôle des femmes dans l'extrémisme violent, la radicalisation et la prolifération des ALPC. Les différentes approches de la prévention de l'extrémisme violent, de la radicalisation et de la prolifération des ALPC sont également étudiées dans la section cinq. La section 6 conclut et propose quelques recommandations. Le document est basé sur une étude de terrain menée en juin 2023 auprès de diverses parties prenantes à Ouagadougou. Le document soutient que la prolifération des ALPC, dans un contexte de montée de la violence extrémiste et de la radicalisation, compromet les efforts qu'un État faible peut déployer pour maintenir son intégrité territoriale et assurer la sécurité de sa population.

Éléments déclencheurs de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Burkina Faso

Le Burkina Faso fait partie des pays les plus pauvres de la planète ; la majorité de sa population vivant avec moins de 2 USD par jour.¹¹ Environ 80 % de la population dépend d'une économie traditionnellement agricole et travaille dans les secteurs de l'agriculture

¹Salihu, N. & Agbevadi, A. A. (2022). *Engagement des jeunes ayant été associés à des groupes armés et participation des jeunes aux processus de consolidation de la paix : Un appel à l'action : Burkina Faso*. Accra : KAIPTC et Save the Children International.

²Programme des Nations Unies pour le développement (2022). *Indice de développement humain 2021-2022*. Disponible sur <https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI>

³Salihu, N. (2015). Burkina Faso : An Unforeseen Crisis? *Conflict Trends*, (3), 34-40.

⁴Salihu & Agbevadi (2021). Op. cit.

⁵Abdallah, M. & Owusu, A. (2020). *Les jeunes et la radicalisation au Burkina Faso*. (Rapport non publié pour le projet KAIPTC-SIDA). KAIPTC, Accra.

⁶Institute for Economics & Peace. (2022). *Indice mondial du terrorisme 2022 : Mesurer l'impact du terrorisme*. Sydney : Institut pour l'économie et la paix. .

⁷Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF), Genève (2021). *Questions critiques de sécurité humaine au Burkina Faso*. Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF), Genève

⁸Entretien avec des responsables d'organisations de la société civile. 15 juin 2023.

⁹Willeme, A., Schmauder, A. & de Bruijne, K. (2021). *Caractères coutumiers dans des circonstances non coutumières : Le cas de la région du Sahel au Burkina Faso*. Institut néerlandais des relations internationales 'Clingendael' et Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT).

¹⁰Entretien avec des représentants d'organisations de la société civile. 19 juin 2023.

¹¹Banque mondiale. (2023, juin 12). Burkina Faso : Tendances récentes et perspectives pour l'économie et la pauvreté - Renforcer la résilience financière face aux risques climatiques. *Communiqué de presse*. Source : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2023/06/12/burkina-faso-recent-trends-and-outlook-for-the-economy-and-poverty-building-financial-resilience-to-climate-risks>

¹²ibid.

et de la sylviculture.¹² Le taux de pauvreté est resté pratiquement constant malgré de légères améliorations de la croissance économique dans le passé. La croissance économique s'est ralentie pour atteindre 2,5 % en 2022, tandis que le pays affiche le taux d'inflation le plus élevé parmi les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).¹³

Cette situation s'explique en partie par les récents chocs climatiques qui ont affecté l'agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi que par les taux d'expansion démographique. Dans les zones urbaines, le taux de chômage est très élevé (50 %).¹⁴ La coexistence de la pauvreté et d'un appareil gouvernemental débordé entraîne des lacunes importantes dans l'accès du public aux services de sécurité et de justice, ce qui favorise des troubles sociaux et la violence.¹⁵

Il est approprié de tenir compte de l'ensemble du paysage sécuritaire de la région du Sahel lorsqu'on analyse l'aggravation de la situation sécuritaire au Burkina Faso.¹⁶ Des relations socio-politiques et économiques profondément enracinées ont changé aux niveaux micro et macro, et révèlent les causes structurelles sous-jacentes et les forces motrices qui sont au cœur de divers conflits dans la région du Sahel en général.¹⁷ De cette manière, divers facteurs se renforçant mutuellement ont concouru à l'essor de l'insurrection et de l'extrémisme violent au Burkina Faso et dans d'autres contrées de la région du Sahel. Il s'agit notamment des tensions intercommunautaires, des déficits de gouvernance, des conditions socio-économiques structurelles, des niveaux de chômage croissants, en particulier parmi une population jeune et énergique, des griefs historiques et des rivalités entre les groupes ethniques, ainsi que de la concurrence pour des ressources rares telles que l'eau et les terres arables¹⁸. Les facteurs environnementaux tels que le changement climatique exercent également une

influence sur les conflits dans le pays. En outre, l'absence de l'État dans certaines communautés, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, les conflits prolongés et non résolus et la marginalisation des groupes minoritaires ont pour effet d'alimenter et de soutenir l'extrémisme violent dans les États d'Afrique de l'Ouest en général.¹⁹

Les principaux groupes extrémistes actifs au Burkina Faso sont Ansarul Islam, le Jama'at Nasrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM), lié à Al-Qaïda et basé au Mali, et l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS).²⁰ Des groupes originaire du Mali, tels que le Front de Libération du Macina (FLM) et l'ISGS, ont commencé à s'implanter au Burkina Faso fin 2015.²¹ Bien que ces groupes reçoivent le soutien de groupes djihadistes régionaux et internationaux, la plupart d'entre eux se livrent également à la criminalité organisée et exploitent les réseaux criminels locaux. Parmi ces activités figurent la contrebande de cigarettes et de médicaments de contrefaçon, ainsi que l'exploitation illicite de mines d'or, dans des zones où le gouvernement n'exerce aucun contrôle.²² Les réseaux criminels se sont construits autour d'acteurs dont les relations criminelles transactionnelles se chevauchent.²³

Au Burkina Faso, des litiges concernant la propriété foncière favorisent les conflits entre les communautés sédentaires et les éleveurs.²⁴ Par exemple, le pays dispose d'une loi qui stipule que lorsqu'une personne a habité une terre pendant dix ans, celle-ci devient la propriété de cette personne.²⁵ Cette disposition a suscité des tensions entre les groupes autochtones et les colons au sujet de l'utilisation et de la propriété des terres. Dans la plupart des cas, les autochtones continuent de remettre en question la propriété des terres détenues par les migrants ou les colons. Des conflits éclatent souvent entre les éleveurs peuls, qui sont généralement considérés comme des

¹³ibid.

¹⁴ibid

¹⁵Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF), Genève Op. cit.

¹⁶ibid.

¹⁷Bisson, L., Cottyn, I., de Bruijne, K. & Molenaar, F. (2021). Between Hope and Despair: Pastoralist Adaptation in Burkina Faso. *Rapport CRU*. La Haye : Institut néerlandais des relations internationales 'Clingendael'.

¹⁸Le Pôle pour l'axe stratégique sud de l'OTAN & le Centre africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme. (2022). La contagion de l'extrémisme violent dans les États côtiers d'Afrique de l'Ouest. Le Pôle pour l'axe stratégique sud de l'OTAN & le Centre africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme

¹⁹ibid

²⁰Kumar, R. (2023). Civilian Counterterrorism Forces and the Fight Against Extremism: A Review of Nigeria, Somalia, and Burkina Faso. *Projet de lutte contre l'extrémisme*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.counterextremism.com/news-free-tags/burkina-faso>

²¹Bisson et al. (2021). Op. cit., 11.

²²Renforcer la réponse de l'Afrique à la criminalité transnationale organisée (ENACT). (2021). Indice de la criminalité organisée en Afrique 2021 : Evolution of Crime in a Covid World : A Comparative Analysis of Organised Crime in Africa, 2019-2021. Renforcer la réponse de l'Afrique à la criminalité transnationale organisée (ENACT).

²³ibid

²⁴Entretien avec des représentants d'organisations de la société civile, 19 juin 2023.

²⁵ibid.

colons, et les communautés agricoles sédentaires. Les communautés foulse et mossi, soutenues par des groupes d'autodéfense tels que le Koglweogo, dominé par les Mossi, et les Fulanis, d'autre part, sont régulièrement impliquées dans des conflits violents.²⁶ Les tensions intercommunautaires constituent un terrain propice à la radicalisation. Les militants sont en grande partie motivés par des préoccupations locales, notamment les agriculteurs et les éleveurs victimes d'injustices liées à la terre ou de racket, les bandits, les chercheurs d'or ou les populations stigmatisées en quête de protection.²⁷

Dans certaines régions, les conflits interethniques préexistants permettent aux terroristes d'inciter un groupe ethnique contre un autre, avec leur soutien.²⁸ L'insécurité croissante s'accompagne d'une forte dynamique régionale et locale. Des griefs ethniques et identitaires de longue date sont désormais exploités par des groupes extrémistes dans la région du Sahel. Les groupes extrémistes ont également ciblé les membres de l'ethnie Fulani, un peuple nomade du Sahel, pour les recruter. Les Peuls sont historiquement une minorité au Burkina Faso. Ce statut de minorité et les griefs qui y sont associés sont exploités par des groupes extrémistes violents. Par exemple, Ansarul Islam a attisé les tensions ethniques en orchestrant des actes de violence contre des entreprises non peules dans le but de forcer les non Peuls à quitter leurs communautés.²⁹ Ils ont réussi à attirer un grand nombre de personnes, en particulier parmi les populations au statut social inférieur, telles que les Rimaibés peuls, et ce, en exploitant leurs griefs à l'égard des hiérarchies sociales dans les provinces.³⁰

Une autre faille réside dans la contestation de l'autorité gouvernementale dans les zones où opèrent les groupes extrémistes. Cela s'est traduit par la prise pour cible des forces de sécurité, des fonctionnaires, des autorités traditionnelles ou des membres de la communauté qui sont perçus comme collaborant avec les représentants du gouvernement pour créer un vide en matière de pouvoir et de gouvernance.³¹ Face à cette situation,

certain agents de la police militaire et des milices ethniques ont mené des raids et attaqué des villages peuls en raison de leur association apparente avec les groupes extrémistes.³² Des cas d'exécutions extrajudiciaires de collaborateurs présumés ont été signalés par les forces de sécurité de l'État.³³ Des destructions de villages soupçonnés d'abriter des extrémistes, en représailles à la violence des insurgés, ont également lieu.³⁴ L'autoritarisme et les tactiques abusives utilisées par les forces antiterroristes du Burkina Faso ont porté atteinte aux relations entre les civils et les autorités, ce qui a favorisé le recrutement de groupes terroristes.³⁵

Dans un autre cas, l'absence de l'État et la faiblesse du système administratif de gouvernance locale ouvrent également la voie à la radicalisation. Les lacunes en matière de gouvernance et l'absence d'un système administratif efficace, en particulier au niveau des autorités locales, sont étroitement liées à la pénurie de services sociaux de base et à l'augmentation du chômage des jeunes,³⁶ ce qui les expose à leur tour au recrutement d'extrémistes. En effet, les groupes extrémistes violents exploitent les vulnérabilités des jeunes en diffusant des informations erronées et en les incitant à rejoindre leurs rangs avec la promesse de répondre à leurs besoins fondamentaux. Le chômage des jeunes constitue l'un des principaux moteurs de la radicalisation, et la confluence de facteurs tels que la croissance démographique rapide, la surpopulation et une planification inadéquate ne fait qu'exacerber le problème.³⁷ La situation est encore aggravée par l'incapacité des États à lutter efficacement contre les avancées des groupes extrémistes, donnant ainsi naissance à des milices d'autodéfense. Ces milices ont souvent tendance à perpétuer les divisions ethniques sous-jacentes à l'aide de stratégies de recrutement. À titre d'exemple, la législation établissant les *Volontaires pour la défense de la patrie* (VDP)³⁸ constitue une tentative de l'État visant à relever ces défis. Cependant, les méthodes opérationnelles de ces Volontaires pour la défense de la patrie posent problème. Dans certains cas, les VDP ont été accusés d'avoir commis des abus contre

²⁶Willeme et al. (2021). Op. cit.

²⁷International Crisis Group (2020). Burkina Faso : Mettre fin à la spirale de la violence. Africa Reports, 287. Bruxelles : ICG.

²⁸Entretien avec des responsables d'organisations de la société civile. 15 juin 2023.

²⁹Kumar (2023). Op. cit.

³⁰Assanvo, W., Dakono, B., Thérroux-Bénoni, L.-A., & Maïga, I. (2019). Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux au Liptako-Gourma. *West African Report*, 26. Dakar : Institut d'études de sécurité.

³¹Bisson et al. (2021). Op. cit., 11.

³²Assanvo et al. (2019). Op. cit.

³³ibid.

³⁴ibid.

³⁵Kumar (2023). Op. cit.

³⁶Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2023). *Journey to Extremism in Africa: Pathways to Recruitment and Disengagement*. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

³⁷ibid.

³⁸Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)

³⁹ibid

des civils.³⁹ À plus long terme, les milices acquièrent également le pouvoir de déstabiliser, d'affaiblir l'autorité de l'État et d'alimenter la criminalité.⁴⁰

Prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso

La prolifération des ALPC dans la région du Sahel, en général, est attribuable à des sources multiples telles que le trafic et la production locale. Le Burkina Faso est situé le long des principaux axes de trafic d'armes en Afrique de l'Ouest. Des armes illicites provenant principalement de Libye, du Mali et du Niger sont acheminées par des voies non approuvées près des villes frontalières telles que Nassoumbou et Soun, et d'autres zones situées le long des voies frontalières dans la région du Sahel.⁴¹ Les ALPC proviennent également d'armes héritées des conflits au Libéria, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et de la chute du régime de Mouammar Kadhafi en Libye en 2011.⁴² D'anciens stocks provenant d'États voisins, comme la Côte d'Ivoire, ont été introduits dans le pays par des voies illégales.⁴³ Le nombre d'armes s'est toutefois multiplié afin d'inclure des fusils d'assaut nouvellement fabriqués et importés d'autres pays, tels que la Turquie et le Brésil.⁴⁴ La Turquie s'est imposée comme le fournisseur privilégié de la plupart des marchands d'armes burkinabés, position autrefois détenue par les pays de l'Union européenne (UE). Toutefois, la révision des réglementations nationales et des procédures d'octroi de licences dans les pays de l'UE a contraint les marchands d'armes à se tourner vers la Turquie et d'autres pays.⁴⁵

Par ailleurs, la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) est associée aux attaques perpétrées contre les arsenaux nationaux et au vol d'armes par des groupes extrémistes.⁴⁶ Il semblerait qu'une partie du personnel de sécurité fournisse illégalement des armes aux extrémistes violents.⁴⁷

Les armes sont également obtenues dans des régions où les conflits interethniques sont fréquents.⁴⁸ La prolifération des ALPC peut également être imputée à la porosité des frontières.⁴⁹ La faiblesse de la gestion des frontières ouvre la voie au trafic d'armes.⁵⁰ Les ALPC étant faciles à transporter et à dissimuler, les trafiquants profitent du manque de surveillance aux frontières. Les armes passées en contrebande sont souvent vendues à bas prix sur le marché noir, où l'on trouve également des armes fabriquées localement.⁵¹

La production artisanale d'armes à feu a des racines culturelles et économiques profondes dans la plupart des États d'Afrique de l'Ouest et répond à différents besoins sociétaux et à différentes utilisations. La demande en armes artisanales dépend de la dynamique locale.⁵² Cependant, la fabrication artisanale d'armes à feu sans autorisation constitue un problème persistant dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Contrairement à la plupart de ses voisins, le Burkina Faso dispose d'une industrie de production artisanale d'armes à feu réglementée. Les armes produites localement sont principalement des fusils de chasse et des pistolets de calibre 12 à un coup. Ces armes sont fréquemment désignées comme étant 'fabriquées localement', cependant ces caractérisations sont plutôt fallacieuses car ces armes parcourent fréquemment de longues distances depuis leur lieu de fabrication ou leur point de vente initial et peuvent, dans certaines circonstances, franchir les frontières internationales pour atteindre les nations voisines.⁵³ Il convient de souligner que les armes à feu produites localement, notamment celles employées par les *dozos* ou les chasseurs traditionnels, sont marquées par les fabricants et requièrent une autorisation des autorités pour leur acquisition.⁵⁴ Les chasseurs sont souvent sensibilisés à la prolifération des ALPC. Néanmoins, des armes à feu artisanales fabriquées dans des pays voisins comme le Ghana et le Mali font l'objet d'un trafic à

⁴⁰Tisseron, A. (2021). La boîte de Pandore. Le Burkina Faso, les milices d'autodéfense et la loi sur les VDP dans la lutte contre le djihadisme). Dakar : Friedrich-Ebert-Stiftung Peace and Security.

⁴¹Entretien avec des responsables de la Commission Nationale de Contrôle des Armes (CNCA). 16 juin 2023.

⁴²Gramizzi, C. (2022). La circulation illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions au Burkina Faso. juin *Briefing Paper*. Saferworld.

⁴³Entretien avec des responsables de la Commission Nationale de Contrôle des Armes (CNCA). Op. cit. .

⁴⁴Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD). (2022). *Firearms Trafficking in the Sahel: Transnational Organized Crime Threat Assessment — Sahel*. Vienne : Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) & New York : Nations Unies.

⁴⁵Entretien avec l'Association des marchands d'armes d'Ouagadougou.

⁴⁶Entretien avec des responsables de la Commission nationale de contrôle des armes (CNCA). Op. cit.

⁴⁷Entretien avec des responsables d'organisations de la société civile. 15 juin 2023.

⁴⁸ibid

⁴⁹ibid

⁵⁰ibid.

⁵¹ibid.

⁵²Joly, J. & Shaban, A. (2023). Entre la tradition et la loi : La production artisanale d'armes à feu en Afrique de l'Ouest. Novembre. *Document d'information*. Genève : Enquête sur les armes légères.

⁵³Gramizzi (2022). Op. cit.

⁵⁴Entretiens avec un officier de police à la retraite. 9 février 2024.

destination du Burkina Faso et d'autres pays de la région.⁵⁵ Les armes de production locale trafiquées ne sont pas marquées et sont souvent confondues avec des armes à feu artisanales fabriquées localement, qui sont déjà disponibles sur le marché noir.⁵⁶

Des armes de fabrication industrielle, importées dans le pays, sont également très répandues.⁵⁷ Il s'agit principalement de fusils de chasse à un coup destinés au marché civil. Ces armes, bien qu'elles ne soient pas fabriquées localement, peuvent être importées, vendues et détenues de façon légale, moyennant une autorisation appropriée. Cette prévalence des armes est souvent liée à la chasse, activité qui fait partie de la culture d'une grande partie des Burkinabés vivant en milieu rural.⁵⁸ En outre, la perception d'une insécurité croissante peut également pousser le grand public à acquérir des armes à des fins d'autodéfense.⁵⁹ Le commerce des armes étant réglementé, les négociants affirment qu'ils ne vendent pas d'armes à des groupes extrémistes car les types d'armes qu'ils sont autorisés à vendre sont principalement utilisés par des civils et non par des groupes extrémistes.⁶⁰

La vente légale et le trafic illégal d'ALPC sont à l'origine de la création de marchés noirs et gris au profit d'acteurs violents.⁶¹ Dans ce contexte, la plupart des groupes extrémistes violents ont besoin d'armes à feu et de munitions et, à mesure que leur nombre augmente, les opportunités commerciales pour les trafiquants d'armes dans les pays du Sahel se multiplient également. Il est prouvé que les groupes extrémistes violents sont impliqués dans certains types de transferts d'armes. Ces transferts vers d'autres acteurs se font souvent sous la forme de contributions en nature à des acteurs qu'ils essaient d'intégrer dans leurs rangs, ou à des communautés auxquelles ils offrent une protection.⁶² La recrudescence des activités des groupes islamistes militants, combinée à l'augmentation des

richesses provenant de l'exploitation artisanale de l'or dans la région des trois frontières entre le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, a exacerbé les risques d'insécurité, alimentant ainsi la demande d'armes légères illicites.⁶³

Le rôle des femmes dans l'extrémisme violent, la radicalisation et la prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso

Les femmes et les enfants sont les plus touchés par l'extrémisme violent et les attaques contre les communautés, et ce, de diverses manières. Bien que la plupart des actes de violence visent les hommes, les femmes en sont souvent les victimes indirectes. Au Burkina Faso, les groupes extrémistes ont d'abord ciblé les installations publiques et les chefs de communautés. Cependant, le 24 décembre 2019 a marqué un tournant dans l'insécurité au Burkina Faso. Trente et une femmes auraient été délibérément visées et tuées lors d'un attentat terroriste contre une base militaire à Arbinda.⁶⁴ Ainsi, les femmes figurent de plus en plus parmi les principales victimes de l'extrémisme violent.

Les attaques terroristes susmentionnées ont engendré de multiples répercussions, notamment la désintégration des cellules familiales. Une fois de plus, ce sont principalement les hommes qui en sont les premières victimes, certains ayant trouvé la mort. Un grand nombre d'individus ont été contraints de chercher refuge dans des pays voisins, laissant les femmes seules pour subvenir aux besoins de leur famille.⁶⁵ En raison de la recrudescence de l'extrémisme violent, les femmes et les enfants des communautés affectées ont été déplacés à l'intérieur du pays, souvent privés d'assistance humanitaire adéquate.⁶⁶ Cela a eu pour conséquence une aggravation de la pauvreté parmi les personnes nécessitant de toute urgence une aide humanitaire.⁶⁷ La multiplication des attaques violentes a également

⁵⁵Aning, K. (2010). Comprendre le lien entre la sécurité humaine et les armes légères en Afrique : le cas du Ghana. Dans A. Abass, *Protection de la sécurité humaine en Afrique*, (pp.63-80). Oxford : Oxford University Press.

⁵⁶Entretien avec des responsables de la Commission Nationale de Contrôle des Armes (CNCA) Op. cit.

⁵⁷ibid

⁵⁸ibid.

⁵⁹ibid.

⁶⁰Entretiens avec des membres de l'Association des marchands d'armes - Ouagadougou. 16 juin 2023.

⁶¹Jesse, G. (2021). Arms Trafficking : Fueling Conflict in the Sahel. *International Affairs Review*, 29(2), 62-75. .

⁶²Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) (2022). Op. cit.

⁶³Sollazzo, R. & Nowak, M. (2020). Tri-Border Transit: Trafficking and Smuggling in the Burkina Faso–Côte d'Ivoire–Mali Region. Octobre. SANA Briefing Paper. Genève : Enquête sur les armes légères.

⁶⁴Campaore, P. (5 novembre 2022). Le rôle du genre dans l'extrémisme violent au Burkina Faso. Coalition militaire islamique contre le terrorisme. Disponible sur : <https://www.imctc.org/en/eLibrary/Articles/Pages/article11052022.aspx>

⁶⁵Entretien avec des responsables d'organisations de la société civile. 19 juin 2023.

⁶⁶ibid

⁶⁷ibid

entraîné la fermeture des établissements scolaires et des structures de santé, avec des conséquences graves sur la vie des populations.⁶⁸

Comme dans de nombreux pays du Sahel, les femmes du Burkina Faso ne sont pas seulement victimes, elles assument également diverses fonctions au sein des groupes d'extrémisme violent. Il est manifeste que les femmes ne prennent pas part aux combats actifs, mais remplissent d'autres rôles auxiliaires pour aider les extrémistes à recueillir des renseignements et des informations.⁶⁹ Certaines exercent des tâches de cuisinières et entretiennent des relations intimes avec des membres de groupes extrémistes.⁷⁰ En raison de la détérioration des conditions de sécurité, certaines femmes rejoignent des groupes armés comme moyen d'adaptation et de survie. Les besoins fondamentaux tels que la sécurité, l'accès à l'eau, à la nourriture, au logement, à l'éducation et la lutte contre le harcèlement, ainsi que l'augmentation de la violence, peuvent favoriser la radicalisation et le recrutement des femmes.⁷¹ Ainsi, les femmes peuvent adopter une approche pragmatique, en approuvant certaines mesures instaurées par ces groupes de "gouvernance djihadiste" qui présentent des aspects progressistes en termes de genre, sans pour autant adhérer pleinement à l'idéologie des groupes extrémistes.⁷² Dans certains cas, notamment chez les femmes, les groupes extrémistes sont perçus davantage comme une source de protection que comme une menace, en raison de l'absence de l'État. Au Burkina Faso en particulier, et dans la région du Sahel en général, les attaques contre les civils sont une stratégie délibérée d'intimidation utilisée par les groupes extrémistes violents pour s'implanter progressivement.⁷³

La prolifération des ALPC favorise l'insécurité croissante des femmes, notamment en ce qu'elle a entraîné une recrudescence de la violence sexiste

au Burkina Faso.⁷⁴ Le rôle des femmes dans le trafic et la prolifération des armes n'a pas fait l'objet d'études approfondies, car l'accent a toujours été mis sur le fait qu'elles étaient soit victimes, soit artisanes de la paix.⁷⁵ Cependant, il est observé une augmentation de l'implication des femmes dans les activités associées à l'extrémisme violent, à la radicalisation, à la traite des êtres humains et à la diffusion des armes légères. Il devient impérieux d'approfondir et de mieux appréhender les rôles et les motivations des femmes dans ces contextes, notamment en ce qui concerne le trafic d'armes, en dépassant le seul paradigme de la victime. Par ailleurs, il a été démontré qu'au Burkina Faso, des femmes sont effectivement impliquées dans la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC).⁵⁶ Certaines d'entre elles ont été associées, par exemple, aux attaques survenues à Banfora en janvier 2023.⁷⁷ Ces femmes ont participé activement à la facilitation de l'acquisition et du transport d'ALPC.⁷⁸ De surcroît, une femme a été appréhendée pour avoir dissimulé une arme sous son nourrisson.⁷⁹

Dans un autre cas, une commerçante a dissimulé des armes au sein de sa marchandise, notamment des bouteilles d'eau et de boissons. Ces armes ont été découvertes par les autorités de sécurité.⁸⁰ Des incidents isolés ont également été recensés où des femmes ont été accusées d'aider des extrémistes violents en leur fournissant des renseignements.⁸¹ En outre, on a enregistré des cas où des femmes ont été démasquées et tuées en raison de leur association avec des extrémistes violents.⁸² Par ailleurs, dans la région orientale du pays, des femmes combattantes ont été repérées aux côtés d'hommes impliqués dans des activités d'extrémisme violent.⁸³ Dans leur globalité, les preuves sur les rôles des femmes dans les divers trafics remettent en question l'idée selon laquelle les femmes seraient

⁶⁸ibid.

⁶⁹Entretiens avec des responsables d'organisations de la société civile. 15 juin 2023

⁷⁰ibid.

⁷¹Campaore (2022). Op. cit.

⁷²Raineri, L. (2020). *Dogmatism or Pragmatism? Violent Extremism and Gender in the Central Sahel*. Londres : International Alert.

⁷³ibid.

⁷⁴*Plan d'action national du Burkina Faso pour la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies*. (2012). (Traduction non officielle, financée par l'ARC DP160100212 (CI Shepherd)). Source : <http://1325naps.peacewomen.org/index.php/burkina-faso>

⁷⁵Dungel, E. & Fabre, A.-S. (2022). *Missing or Unseen? Exploring Women's Roles in Arms Trafficking*. Genève : Enquête sur les armes légères.

⁷⁶Entretien avec des responsables de la Commission nationale du contrôle des armes (CNCA). Op. cit.

⁷⁷Campaore (2022). Op. cit.

⁷⁸ibid.

⁷⁹Entretien avec des représentants d'organisations de la société civile, 19 juin 2023.

⁸⁰ibid.

⁸¹ibid.

⁸²ibid.

⁸³ibid.

⁸⁴Dungel & Fabre (2022). Op. cit.

des criminelles malheureuses et involontaires.⁸⁴ Les motivations poussant les femmes à s'impliquer dans des activités de trafic d'armes sont principalement de nature économique, familiale - notamment les relations intimes - et sociale, particulièrement liées aux griefs découlant de l'absence de politiques et de services publics.⁸⁵

Mécanismes de prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation, ainsi que de la prolifération des armes légères et de petit calibre au Burkina Faso

Divers mécanismes ont été mis en œuvre pour lutter contre l'extrémisme violent, la radicalisation et la propagation des armes légères et de petit calibre (ALPC). Les premières initiatives ont débuté en 2017, orientées vers l'élaboration d'une stratégie et d'une politique de sécurité nationale. L'adoption en 2020 de la Politique de Sécurité Nationale (PSN) marque un changement stratégique majeur dans la gouvernance de la sécurité. Elle repose sur la conviction que la nature même des nouvelles menaces et des défis sécuritaires appelle des réponses diverses et coordonnées.⁸⁶ Cette politique met l'accent sur la restructuration des institutions de sécurité, le recrutement de personnel, les protocoles de formation et la promotion d'une collaboration significative avec les partenaires internationaux au sein de l'appareil de sécurité de la région du Sahel.⁸⁷ L'objectif premier de cette initiative est d'aligner ces efforts sur le cadre du Groupe des Cinq pour le Sahel (G5 Sahel) et de l'opération Barkhane.⁸⁸ La loi sur la sécurité nationale, découlant de la Politique de Sécurité Nationale (PSN), a pour dessein de mettre en place une nouvelle structure de sécurité nationale et de s'écarter d'une approche trop sectorielle et cloisonnée de la sécurité. Elle a été promulguée en mai 2023.⁸⁹

Une nouvelle initiative vise à restructurer le domaine

de la sécurité en promouvant la coordination entre les agences de ce secteur. Cette politique repose sur des stratégies élaborées par les six institutions clés de l'État, à savoir les ministères de la Défense, de la Protection Sociale, de la Justice, des Droits de l'Homme et de l'Administration Territoriale. Parmi les objectifs de la politique de sécurité nationale figure la réorganisation du secteur de la sécurité afin de compléter la réponse préventive à l'extrémisme violent.⁹⁰ En outre, des efforts ont été déployés pour mettre en place des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) - qui ont été formés par l'armée et équipés d'armes - au sein de la structure de sécurité, afin de contribuer à la lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation et la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC).⁹¹ Les VDP travaillent en collaboration avec les forces de sécurité telles que la police, l'armée et la gendarmerie pour prévenir l'extrémisme violent, la radicalisation, le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre.⁹² Des efforts ont également été déployés par l'armée, la police et la gendarmerie pour améliorer leur visibilité au sein des communautés.⁹³ Un autre mécanisme important de prévention de l'extrémisme violent, de la radicalisation et du terrorisme est la présence accrue des forces de sécurité. Ce mécanisme garantit que des installations telles que des camps de police et militaires et d'autres installations de sécurité vitales sont étendues aux régions qui en sont dépourvues, afin de protéger la population. Ce type de stratégie n'existait pas dans le passé.⁹⁴

Le Burkina Faso a mis en place des cadres juridiques et des mécanismes institutionnels relativement solides pour réglementer la production, la possession et le commerce des ALPC. Les régimes réglementaires du pays sur les transferts d'armes conventionnelles, notamment ses systèmes de contrôle des importations et de l'utilisation finale, ont souvent été qualifiés de bon modèle en Afrique de

⁸⁵Ibid.

⁸⁶Simpore, A.B. (2020). Développement d'une stratégie de sécurité nationale : Étude de cas du Burkina Faso. *Document de travail*. Centre africain d'études stratégiques. La politique de sécurité nationale (PSN) a été révisée et réadoptée le 10 mars 2023.

⁸⁷Ibid.

⁸⁸Abdallah, M. & Lartey, E.A. (2022). Fighting the Enemy without the Community: Interrogating the Strategy of Countering Violent Extremism in Burkina Faso. *Document hors série* 48. Accra : KAIPTC.

⁸⁹Consolidation de la paix des Nations Unies (2023). Burkina Faso : Les défis de la consolidation de la paix. Septembre. Disponible sur https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org/peacebuilding/files/documents/country_brief_burkina_faso_2023-09-19.pdf

⁹⁰Simpore (2020). Op. cit.

⁹¹Ibid.

⁹²Ibid.

⁹³Ibid.

⁹⁴Ibid.

⁹⁵Gramizzi (2022). Op. cit

l'Ouest.⁹⁵ Le pays doit peut-être une partie de son succès à sa longue tradition de production artisanale de fusils et de pistolets de chasse, à un marché privé réglementé pour les armes à feu et les munitions connexes, et à ses efforts récents pour soutenir les initiatives internationales et régionales en matière de contrôle des ALPC. Le pays a intégré des cadres régionaux tels que la convention de la CEDEAO de 2006 sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, et a ratifié le traité sur le commerce des armes (TCA) de 2013.

Dans le cadre des mesures prises pour faire face à la dégradation de la situation sécuritaire, le gouvernement a suspendu la vente d'armes à feu à la population civile à la fin du mois de février 2019 ; mais il est revenu sur cette décision, après seulement quelques mois, en juin 2019.⁹⁶ En effet, alors que les groupes armés recrutent et arment des civils, l'État tente également de compenser ses lacunes en élargissant l'accès aux armes pour des raisons de défense civile nationale.⁹⁷ Comme indiqué précédemment, au début de l'année 2020, le gouvernement a créé les VDP, donnant ainsi aux civils l'accès aux armes et légalisant leur recours à la force pour compléter les forces de sécurité. Cela pourrait accroître l'insécurité car armer des civils dans un contexte sécuritaire tendu où le contrôle du gouvernement est limité, pourrait favoriser la prolifération des armes et augmenter la probabilité de conflits intercommunautaires.⁹⁸

Le cadre légal relatif aux armes légères et aux munitions au Burkina Faso est résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Burkina Faso : Cadre juridique relatif aux armes légères et aux munitions

Nom de la loi/décret	Date d'adoption	Principales dispositions
Décret n° 2009-301 portant régime des armes et munitions civiles au Burkina Faso	8 mai 2009	concerne la production, le transfert, la vente, la détention, l'importation, le transport et la transformation des armes à feu et des munitions civiles, cela exclut les armes de guerre et les munitions associées.
Loi n° 014-2019/AN portant mise en œuvre du Traité sur le Commerce des Armes au Burkina Faso	30 avril 2019	<p>Visé à mettre en œuvre les dispositions du TCA, avec pour objectifs déclarés de régir le transfert, de prévenir et d'éliminer le commerce illicite et le détournement d'armes classiques, de contribuer à la paix, à la sécurité, à la stabilité internationale et régionale, et de réduire les souffrances humaines.</p> <p>Interdit expressément aux acteurs non étatiques du Burkina Faso d'être le destinataire final ou l'utilisateur final d'une arme ou d'une munition de guerre.</p>
Arrêté n° 2019-009PM/SG du 7 mai 2019	7 mai 2019	Établit des procédures opérationnelles normalisées officielles pour la documentation, la gestion et le traçage des armes et des munitions illicites.

⁹⁶Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) (2021). Op. cit.

⁹⁷Ibid.

⁹⁸Ibid.

Loi n° 030-2021/AN portant régime général des armes, de leurs pièces, éléments, munitions et autres matériels connexes au Burkina Faso	18 mai 2021	Prévoit des sanctions rigoureuses, notamment des peines d'emprisonnement et des amendes, pour la détention, la fabrication ou le commerce illégal d'armes ou de munitions, ainsi que pour la production d'armes non identifiées.
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Source : Culled from Gramizzi, C. (2022). La circulation illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions au Burkina Faso. juin *Document d'information*. Saferworld.

Néanmoins, le contrôle des armes et la délivrance de certificats d'importation d'armes légères et de petit calibre posent des problèmes, ce qui fait des marchés illégaux le choix privilégié pour se procurer ces articles.⁹⁹ Comme nous l'avons déjà souligné dans le présent document, les extrémistes attaquent les armureries militaires et volent des armes pour les utiliser.¹⁰⁰ Cela contribue à la circulation illicite des ALPC. Certains marchands d'armes illégaux sont soupçonnés d'approvisionner les extrémistes violents et de commercer avec eux.¹⁰¹

En 2021, *La Commission nationale de contrôle des armes* (CNCA) a remplacé la *Haute autorité de contrôle des importations d'armes et de leur utilisation* (HACIAU) et la *Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères* (CNLPAL) afin de renforcer le mécanisme de coordination nationale en matière de contrôle des ALPC.¹⁰² La CNCA collabore également avec le ministère de la sécurité et de la défense afin d'échanger des idées pour freiner la prolifération des ALPC. Les deux organismes assurent également

le contrôle a priori des ALPC existant dans le pays, y compris celles qui sont légalement enregistrées, afin d'assurer un suivi efficace.¹⁰³ En 2010, un programme de collecte d'armes a été mis en œuvre par la CNLPAL de l'époque, qui consistait en un désarmement volontaire et en une activité distincte de collecte ou retrait des ALPC et des munitions illégales et non désirées auprès des communautés. La mise en œuvre de ce programme s'est faite par l'éducation et la sensibilisation à l'enregistrement officiel des ALPC détenues par les membres de ces communautés, conformément à la loi.¹⁰⁴ Il existe également des partenariats et des consultations bilatérales entre le Burkina Faso, le Mali et le Ghana en vue de discuter de la prolifération des ALPC et de définir des approches efficaces pour traquer les ALPC qui ont pu être acquises ou transportées illégalement à travers les frontières communes.¹⁰⁵ Néanmoins, le manque d'accès aux zones touchées par les activités extrémistes pose des problèmes au travail de la CNCA.¹⁰⁶

Le système de gestion des données relatives au marquage des ALPC de fabrication locale et celui des ALPC légalement acquises par l'État, telles que les stocks anciens et existants, ne sont pas correctement synchronisés.¹⁰⁷ En outre, les acteurs ne sont pas suffisamment formés en ce qui concerne les compétences nécessaires pour adopter des approches préventives, et l'absence de renseignements et d'informations pour lutter contre ces groupes armés entrave les progrès accomplis.¹⁰⁸ Il convient également de renforcer les capacités et la sécurité des frontières en dotant les organismes de sécurité de l'équipement nécessaire, tout en intensifiant la participation de la population civile dans les villes frontalières pour appuyer les contrôles et la gestion des frontières.¹⁰⁹ On estime qu'environ 85 % des armes illicites saisies ne portent aucun code de marquage.¹¹⁰ Le Burkina Faso est confronté à des problématiques relatives à la prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), à la qualité insuffisante des infrastructures de stockage physique, à la gestion des munitions

⁹⁹Entretien avec des représentants d'organisations de la société civile. 19 juin 2023.

¹⁰⁰Ibid.

¹⁰¹Ibid.

¹⁰²Gramizzi (2022). Op. cit.

¹⁰³Entretien avec des responsables de la Commission nationale de contrôle des armes (CNCA). Op. cit.

¹⁰⁴Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) (2020). Op. cit.

¹⁰⁵Entretien avec des responsables de la Commission nationale du contrôle des armes (CNCA). Op. cit.

¹⁰⁶Ibid.

¹⁰⁷Ibid.

¹⁰⁸Ibid.

¹⁰⁹Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) (2020). Op. cit.

¹¹⁰Gramizzi (2022). Op. cit.

incluant leur élimination ou leur destruction en temps opportun, à l'incohérence des procédures en matière d'armement, ainsi qu'au déficit en personnel qualifié.¹¹¹ De surcroît, les renseignements recueillis révèlent que certaines Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) présentes au Burkina Faso sont issues d'ateliers localisés au Ghana.¹¹² L'insuffisance de ressources financières pour la mise en œuvre de projets liés au contrôle des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), tels que la sensibilisation et l'éducation, constitue un obstacle majeur aux initiatives de prévention.¹¹³

Conclusion

Le Burkina Faso est actuellement confronté à une série de défis sécuritaires majeurs, exacerbés par l'instabilité politique persistante. Les efforts entrepris par l'administration précédente dirigée par Roch Marc Christian Kaboré et le gouvernement militaire actuel pour faire face à la montée de la violence ont jusqu'à présent produit des résultats mitigés. Bien que le pays dispose d'un régime réglementaire relativement bien établi en matière de contrôle des ALPC, il n'en reste pas moins que la prolifération des ALPC illicites contribue à alimenter l'extrémisme violent et l'insécurité sur le territoire burkinabè. Selon une approche essentialiste, les femmes sont souvent considérées comme les principales victimes de cette violence extrémiste et de l'insécurité de manière générale. Les témoignages recueillis dans le cadre de cette étude mettent en lumière les conséquences de l'aggravation de l'insécurité sur les femmes et les enfants au Burkina Faso. Paradoxalement, les femmes sont de plus en plus impliquées dans diverses activités liées à l'extrémisme violent, à la radicalisation, à la traite des êtres humains et à la circulation illicite des ALPC. Il est avéré que les femmes jouent un rôle actif dans l'extrémisme violent, non pas forcément en tant que combattantes directes, mais principalement dans des fonctions de soutien telles que la collecte et la transmission d'informations. Cependant, leur participation active au commerce illégal d'armes contribue à l'aggravation de l'insécurité.

La lutte contre la prolifération des ALPC se heurte à des défis considérables. La montée de l'extrémisme violent et de la radicalisation entrave le développement socio-économique et engendre des niveaux élevés de chômage. Ces divers éléments cumulés renforcent la vulnérabilité de la population dans son ensemble, en particulier des jeunes et des femmes.

Recommandations

1. Le gouvernement est appelé à mettre en place des initiatives visant à créer des emplois durables pour les jeunes et les femmes résidant dans les régions affectées par les activités des groupes extrémistes violents. Cette mesure vise à réduire leur vulnérabilité face à ces entités radicales.
2. Les autorités publiques ont la responsabilité de garantir un contrôle rigoureux des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC) et de renforcer les mécanismes de surveillance pour éviter que ces armes ne tombent entre les mains des groupes armés opérant sur le territoire.
3. L'État doit intensifier sa présence sécuritaire sur l'ensemble du territoire national.
4. Des programmes de renforcement des capacités doivent être continuellement mis en œuvre pour permettre aux institutions publiques, aux acteurs de la société civile et aux leaders communautaires de prévenir efficacement l'extrémisme violent, la radicalisation et la prolifération des ALPC.
5. L'implication active des communautés locales est essentielle pour sensibiliser la population, en particulier les femmes et les jeunes, aux conséquences de la circulation incontrôlée des ALPC.
6. Il est crucial de favoriser une collaboration et une coopération étroite entre les institutions nationales et régionales, en particulier celles en première ligne, dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation et le contrôle des ALPC.

¹¹¹Mines Advisory Group. (n.d.). *Burkina Faso*. Disponible sur <https://www.maginternational.org/what-we-do/where-we-work/burkina-faso/>

¹¹²Ibid.

¹¹³Entretien avec des responsables de la Commission nationale du contrôle des armes (CNCA). Op. cit.

À propos des auteurs

La Dr. Naila Salihu est maîtresse de conférences et chargée de recherche à la Faculté des affaires académiques et de la recherche du Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KA IPTC), dans le cadre du Programme sur la paix et la sécurité. Ses travaux de recherche se concentrent sur les institutions régionales, les processus démocratiques, la consolidation de la paix et les relations militaro-sociales en Afrique de l'Ouest.

Le Dr. Victor Kofi Afetorlom Doke est chercheur à la Faculté des affaires académiques et de la recherche (FAAR) du KA IPTC. Il est titulaire d'un doctorat en études internationales, avec une spécialisation dans la résolution des conflits. Ce doctorat a été obtenu dans le cadre d'une bourse japonaise du MEXT à l'université de la ville d'Hiroshima. Ses recherches portent sur les domaines suivants : Conflits armés violents, élections, résolution des conflits [gestion, prévention], sécurité, rôle des organisations de la société civile dans la résolution des conflits, la médiation et la négociation.

Comment citer cette publication

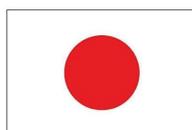
Salihu, N. & Doke, V.K.A. (2024) Exploring the Linkages between Violent Extremism and the Proliferation of Small Arms and Light Weapons in Burkina Faso *Occasional Paper 61*, Accra: KA IPTC.

À propos du KA IPTC

Le Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KA IPTC) est un centre d'excellence de la CEDEAO qui offre aux acteurs internationaux des compétences mondialement reconnues dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique à travers la formation, l'enseignement et la recherche en vue de promouvoir la paix et la stabilité en Afrique.



KA IPTC
...where peace begins



**From
the People of Japan**



Empowered lives.
Resilient nations.

KOFI ANNAN INTERNATIONAL PEACEKEEPING TRAINING CENTRE

PMB CT 210, CANTONMENTS, ACCRA-GHANA | T: 233(0)302718200 | F: 233(0)302718201

🌐 www.kaiptc.org | 📧 kaiptcgh | 📷 [kaiptc](https://www.instagram.com/kaiptc) | 📺 [kaiptc-official page](https://www.youtube.com/kaiptc-official-page)

À propos du KAIPTC

Le Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC) est un centre d'excellence de la CEDEAO qui offre aux acteurs internationaux des compétences mondialement reconnues dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique à travers la formation, l'enseignement et la recherche en vue de promouvoir la paix et la stabilité en Afrique.

